



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« Déboisement d'une parcelle de peuplier
chemin des sauterelles »
sur la commune de Saint-Sorlin en Valloire
(département de la Drôme)**

Décision n° 2017-ARA-DP-01026

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2017-441 du 24 octobre 2017 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-01-03-01 du 3 janvier 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-01026 déposée par Mme Fiona Garanchon et M. Gauthier Bonnet, considérée complète le 22 février 2018 et publiée sur Internet, relative à un projet de déboisement d'une partie d'une plantation de peupliers, sur la commune de Saint-Sorlin en Valloire (26) ;

VU les éléments de connaissance transmis par l'agence régionale de santé en date du 7 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT que ce projet relève de la rubrique 47 b) « Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet a pour objectif de réaliser un jardin maraîcher pour la vente direct de produits biologiques ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à déboiser partiellement la parcelle de peuplier n°ZL 165 d'une superficie de 8ha sur une surface de 1 ha proche du bâti existant ;

CONSIDÉRANT que par sa nature le projet ne porte pas d'atteinte notable aux enjeux de protection de la zone humide existante sur le secteur ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage destiné à l'alimentation en eau potable ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet **ne justifie pas** la réalisation d'une étude d'impact.

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de déboisement d'une partie d'une plantation de peupliers, sur la commune de Saint-Sorlin en Valloire (26), d'une superficie de 1,003 hectares présenté, dossier n° 2018-ARA-DP-01026, par Mme Fiona Garanchon et M. Gauthier Bonnet **n'est pas soumis** à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le **27 MARS 2018**

La responsable du pôle autorité environnementale



Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

• Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

• Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

